



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général
Délégation Interrégionale Grand-Est
Département de l'Immobilier

Pouvoir adjudicateur

État – Ministère de la Justice – Secrétariat Général
Délégation interrégionale Grand Est

Représenté par Madame la chef du département de l'immobilier de Nancy
20 boulevard de la Mothe – CS 70005
54 002 NANCY CEDEX

Objet de la consultation

**Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'aménagement des nouveaux locaux du
service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Nancy (54)**

Cahier des Clauses Particulières (CCP)
du 20 mai 2021

Le présent CCP et ses annexes comportent 47 pages.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
1-1. OBJET DU MARCHÉ	6
1-2. TITULAIRE DU MARCHÉ	6
1-3. SOUS-TRAITANCE	6
1-4. CONTENU DE LA MISSION.....	6
1-5. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	7
1-6. INTERVENANTS	7
1-6.1. <i>Contrôle technique</i>	7
1-6.2. <i>Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)</i>	7
1-6.3. <i>Ordonnancement, pilotage et coordination</i>	8
1-7. CARACTERISTIQUES DES MARCHES DE TRAVAUX	8
1-8. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	8
1-9. RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	8
1-9.1. <i>Responsabilité</i>	8
1-9.2. <i>Assurance de responsabilité civile de droit commun</i>	8
1-9.3. <i>Assurances de responsabilité civile décennale</i>	8
1-9.4. <i>Dispositions communes</i>	9
1-9.5. <i>Réalisation de prestations similaires</i>	9
1-10. OBLIGATION DE DISCRETION.....	9
1-11. NOTIFICATIONS.....	10
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
2.1. ORDRE DE PRIORITE.....	10
2.2. PIECES A REMETTRE AU MAITRE D'ŒUVRE – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	11
ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 4. REMUNERATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX.....	11
4-1. REMUNERATION.....	11
4-1.1. <i>Généralités</i>	11
4-1.2. <i>Montant</i>	11
4-1.3. <i>Modification</i>	11

4-2. REGLEMENT DES COMPTES	11
4-2.1. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires	11
4-2.2. Rythme de règlements	13
4-2.3. Rémunération des éléments de mission.....	15
4-2.4. Acompte	15
4-2.5. Demande de paiement du solde et décompte général	16
4-3. VARIATION DANS LES PRIX.....	17
4-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.....	17
4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	17
4-3.3. Choix de l'index de référence	17
4-3.4. Modalités de révision des prix.....	17
4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	18
ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	18
5-1. COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	18
5-1.1. Coût prévisionnel des travaux inférieur à l'estimation du maître d'ouvrage.....	18
5-1.2. Coût prévisionnel des travaux égal à l'estimation du maître d'ouvrage	18
5-1.3. Coût prévisionnel des travaux supérieur à l'estimation du maître d'ouvrage	19
5-1.4. Arrêt du coût prévisionnel des travaux.....	19
5-2. TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	19
5-3. SEUIL DE TOLERANCE	19
5-4. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	19
5-4.1. Le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance positif.....	20
5-4.2. Le coût de référence des travaux est inférieur au seuil de tolérance négatif.....	20
5-4.3. Le coût de référence des travaux est compris entre le seuil de tolérance négatif et positif.....	20
5-5. MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	21
ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	21
6-1. COUT INITIAL DES CONTRATS DE TRAVAUX, CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	21
6-2. TOLERANCE SUR LE COUT INITIAL DES CONTRATS DE TRAVAUX	21
6-3. SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT INITIAL DES CONTRATS DE TRAVAUX	22
6-4. COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE.....	22
6-5. TRAVAUX MODIFICATIFS OU SUPPLEMENTAIRES.....	22

6-5.1. Définition.....	22
6-5.2. Modalités d'acceptation.....	22
6-6. REDUCTION POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE	22
6-7. SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	23
6-8. ORDRES DE SERVICE	23
6-9. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	23
6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS	23
6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	23
ARTICLE 7. DÉLAIS ET PENALITES.....	24
7-1. DEFINITIONS ET POINTS DE DEPART	24
7-1.1. Éléments de mission "études".....	24
7-1.2. Éléments de mission ACT.....	24
7-1.3. Éléments de mission VISA : Sans objet.....	24
7-1.4. Éléments de mission DET.....	25
7-1.5. Éléments de mission OPC.....	25
7-1.6. Éléments de mission AOR.....	26
7-2. DELAIS ET PENALITES	26
7-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission	26
7-2.2. Autres pénalités.....	27
7-2.3. Prolongation du délai d'exécution	27
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	27
8-1. RETENUE DE GARANTIE.....	27
8-2. AVANCE	27
ARTICLE 9. EXÉCUTION, VÉRIFICATION ET DÉCISIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS – ACHÈVEMENT DE LA MISSION	28
9-1. MODALITES DE PRESENTATION, DE VERIFICATION ET DE DECISION RELATIVES AUX DOCUMENTS ELABORES PAR LE TITULAIRE.....	28
9-1.1. Présentation des documents.....	28
9-1.2. Nombre d'exemplaires.....	28
9-1.3. Décisions relatives aux documents d'études	28
9-1.4. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire	30
9-2. ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	30
9-3. ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	30

9-4. RESILIATION DU MARCHE.....	30
9-4.1. <i>Résiliation du fait du maître de l'ouvrage</i>	30
9-4.2. <i>Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier</i>	30
9-4.3. <i>Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation</i>	31
ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	31
ANNEXE N°1 – CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION	33

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'aménagement des nouveaux locaux du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) de Nancy (54) sis Espace Corbin – 10 rue Poirel.

Le programme et ses annexes précisent le contenu et les caractéristiques des travaux à réaliser ainsi que les spécificités du site.

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » conformément à l'article R2431-3 du code de la commande publique.

Les travaux seront réalisés en site occupé au niveau du « siège » et de l'« antenne ».

Au niveau de l'extension, les travaux seront réalisés en site libre et les locaux seront vacants jusqu'à la fin des travaux.

1-2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCP sous le nom de 'le maître d'œuvre', sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1-3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter certaines prestations de son marché. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées sur un modèle d'acte spécial fourni par le maître d'ouvrage.

1-4. Contenu de la mission

La mission confiée au titulaire est constituée d'éléments de mission définis par les articles R2431-19 à 23 du CCP et dont les modalités techniques d'exécution sont dans l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 et complétés par les dispositions de l'annexe n°1 au présent CCP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG PI.

Les obligations à la charge du maître d'œuvre issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux font partie de la présente mission.

Éléments de mission :

- **AVP :** les études d'avant-projet ;
- **PRO :** les études de projet ;
- **EXE 1 :** première partie des études d'exécution (y compris le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux) ;
- **ACT :** l'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux ;
- **EXE 2 :** deuxième partie des études d'exécution (y compris la totalité des études de synthèse) ;
- **DET :** la direction de l'exécution des contrats de travaux ;

- **OPC :** l'ordonnancement, la coordination, et le pilotage du chantier ;
- **AOR :** l'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

Les éléments PRO, EXE 1 et ACT partie DCE seront exécutés simultanément

Rappel : la mission intègre les obligations relatives :

- à la gestion des Déchets de Chantier au sens de la loi n°75.633 du 15 juillet 1975, modifiée et des textes d'application.
- à la coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI) au sens des normes NFS 61931 et 61932. Si les travaux nécessitent une intervention sur le système SSI, le maître d'œuvre assure la fonction de coordonnateur SSI. À ce titre il devra notamment, pour les travaux envisagés :
 - mettre à jour le cahier des charges fonctionnel du SSI,
 - assurer la cohérence entre les différents équipements du SSI,
 - mettre à jour le cahier des charges et suivi des essais fonctionnels du SSI,
 - établir le procès verbal de réception technique.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Le présent marché de maîtrise d'œuvre n'est pas décomposé en tranche. Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Intervenants

1-6.1. Contrôle technique

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement. Le nom du contrôleur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Le contenu de la mission confiée au contrôleur technique sera de type L + STI + LE + Hand + P1 + F :

- Mission L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables ;
- Mission STI : sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire ou de l'industrie ;
- Mission LE : solidité des existants ;
- Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- Mission P1 : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liées ;
- Mission F : fonctionnement des installations.

Le maître d'œuvre doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires nécessaires peuvent, en fonction de l'importance des modifications, donner lieu à une rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

1-6.2. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur SPS ainsi que celui de la personne physique seront alors communiqués au titulaire.

1-6.3. Ordonnancement, pilotage et coordination

Cette mission est assurée par le maître d'œuvre.

1-7. Caractéristiques des marchés de travaux

L'opération de travaux sera allotie. Le choix du nombre de lots par le maître d'œuvre s'effectuera en tenant compte des caractéristiques techniques des prestations demandées et de la structure du secteur économique en cause.

1-8. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le maître d'œuvre est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

1-9. Responsabilités et assurances

1-9.1. Responsabilité

D'une manière générale, le maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-9.2. Assurance de responsabilité civile de droit commun

Le maître d'œuvre et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

S'agissant de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre,
- dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 750 000,00 € par sinistre et par année.

1-9.3. Assurances de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le maître d'œuvre fournit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés .

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le maître d'œuvre justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil .

1-9.4. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le soumissionnaire susceptible d'être retenu à l'issue de la consultation, doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le maître d'œuvre qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-9.5. Réalisation de prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1-10. Obligation de discrétion

En complément de l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire est tenu à la confidentialité s'agissant de tous les renseignements qui lui seront communiqués dans le cadre de son intervention et des résultats obtenus. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable express du RPA.

1-11. Notifications

En complément de l'article 3.1 du CCAG-PI, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du RPA.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du RPA.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au RPA ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – Pièces particulières :

- L'acte d'engagement, son annexe 1 et ses autres annexes éventuelles, les pièces contractuelles qui en découleront (avenant, déclaration de sous-traitance...) conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seul foi ;
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes éventuelles conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seul foi ;
- Le programme et ses annexes conservés dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.

B – Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 4-3.2 du présent CCP :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux ;
- Les normes et fascicules de documentation (NF – DTU...) ;
- L'arrêté du 22 mars 2019.

2.2. pièces à remettre au maître d'œuvre – cession ou nantissement de créance

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification du marché se fera par l'intermédiaire de la plate-forme des achats de l'État (PLACE). Elle comprendra les pièces particulières contractuelles du marché à l'exception de celles n'ayant subi aucune modification depuis le démarrage de la procédure de passation. Les pièces contractuelles ou les décisions ultérieures seront aussi notifiées via PLACE.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, le RPA ne remet au maître d'œuvre le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché qu'au vu d'une demande express de celui-ci. Cette demande est adressée au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé.

ARTICLE 3. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option A du CCAG.

ARTICLE 4. REMUNERATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

4-1. Rémunération

4-1.1. Généralités

La rémunération est globale et forfaitaire. Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

En complément des dispositions de l'article 10-1 du CCAG-PI, la rémunération du maître d'œuvre tient compte de toutes les dépenses prévisibles et nécessaires à l'exécution du marché, et notamment :

- du temps de participation aux réunions organisées par le maître de l'ouvrage ;
- des déplacements ;
- de direction des réunions de chantier ;
- de la présence éventuelle d'amiante ;
- des marges pour risque et des marges bénéficiaires, etc.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

4-1.2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

4-1.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître de l'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L2432-2 du code de la commande publique et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition est négociée sur la base des critères d'étendue et de complexité du programme ou de la mission modifiée.

4-2. Règlement des comptes

4-2.1. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

A – Demandes de paiement - dématérialisation :

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- décret n° 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

En application des textes précités, les fournisseurs ont l'obligation de transmettre leurs pièces de facturation de manière dématérialisée via le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Éléments à renseigner obligatoirement dans le logiciel pour chaque demande de paiement dématérialisée :

- **N° siret du MOE mandataire (cf article 1-3.3)**
- **Numéro Service Exécutant : FAC 0000054**
- **Numéro d'engagement juridique -EJ- (numéro à 10 chiffres figurant sur l'acte d'engagement et sur la notification du marché)**
- **N° siret – ETAT : 11 000 2011 000 44**

Ces modalités de transmission concernent toutes les demandes de paiement relatives au marché (état d'acompte, solde...) et émanant selon les cas :

- du titulaire : cadre de facturation A1
- des co-traitants (transmission à l'attention du titulaire pour 'validation') : cadre de facturation A12
- des sous-traitants (transmission à l'attention du titulaire pour validation) : cadre de facturation A9

Nota : une note détaillée sur l'utilisation de Chorus Pro est disponible : www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

B – Modalités de transmission par Chorus PRO des demandes de paiement selon la nature de l'attributaire :

*** le titulaire est un candidat individuel, unique.**

En l'absence de sous-traitance, la demande de paiement, établie en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire, figurant à l'annexe de l'acte d'engagement, est envoyée, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État (①).

En cas de sous-traitance,

1 – Le sous-traitant :

- transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du titulaire ;
- le titulaire valide, sous 15 jours, cette demande directement dans Chorus Pro ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État (①).

2 – le titulaire établit la demande de paiement global, en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire, figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement du sous-traitant et l'attestation de paiement. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État (①).

*** le titulaire est un groupement**

1 – chaque co-traitant ou sous-traitant :

- transmet sa demande de paiement, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET du mandataire ;
- le mandataire valide, sous 15 jours (pour les sous-traitants), cette demande directement dans Chorus Pro, ce qui déclenche son transfert automatique sur le SIRET de l'État (①).

2 – le mandataire établit la demande de paiement global, en fonction des modalités de décomposition et/ou répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement. À cette demande sont jointes, la demande de paiement de chaque cotraitant ainsi que la demande de paiement et l'attestation de paiement de chaque sous-traitant. Le tout est transmis, au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire de chorus Pro sur le SIRET de l'État (①).

* rappel

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&nameApp=FAQHook#/app/faq>

(①) le numéro du SIRET de l'État est 11 000 2011 00044 le service exécutant est FAC0000054.

C – Délai de paiement :

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro.

4-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission AVP :

(1)	Exigibilité
80 %	Après fourniture de l'élément de mission (cf. annexe 1 article 1 du présent CCP)
20%	Après notification de la décision prévue à l'article 9.1.3 et fourniture des dossiers complets de demandes d'autorisation

Éléments de mission PRO et EXE 1 :

(1)	Exigibilité
80 %	Après fourniture de l'élément de mission (cf. annexe 1 article 2)
20 %	Après notification de la décision prévue à l'article 9.1.3

Éléments de mission ACT :

(1)	Exigibilité
30 %	ACT partie DCE : après notification de la décision prévue à l'article 9.1.3
70 %	ACT partie analyse des offres : après notification des marchés (cf. annexe 1 article 3)

Éléments de mission DET :

(1)	Exigibilité
80 %	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $\frac{80 \% * \text{élément de mission DET}}{N}$ <p>N étant le nombre de mois prévu pour le délai d'exécution global des travaux hors période de préparation de chantier (N pourra être modifié par avenant ou décision du maître d'ouvrage).</p> <p>Le dernier acompte étant versé après réception des travaux.</p>
20 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des dernières réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.

Élément de mission EXE 2 – OPC :

(1)	Exigibilité
20 %	À l'issue de la période de préparation de chantier et approbation par le RPA du calendrier détaillé d'exécution des travaux
80,00 %	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $\frac{80 \% * \text{élément de mission considéré}}{N}$ <p>N étant le nombre de mois prévu pour le délai d'exécution global des travaux hors période de préparation de chantier (N pourra être modifié par avenant ou décision du maître d'ouvrage).</p> <p>Le dernier acompte étant versé après réception des travaux.</p>

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40%	Après la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le titulaire.
20%	Après la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le titulaire.
20%	Après la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
20%	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître de l'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG.

(1) Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois lorsque le titulaire du marché est une petite et moyenne entreprise ou une société coopérative ouvrière de production (article R2191-22 du code de la commande publique).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de l'élément de mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du représentant du pouvoir adjudicateur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

4-2.3. Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

4-2.4. Acompte

1. Demande de paiement

La demande de paiement d'un acompte, établie par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4 et 4-2.2 du présent CCP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

2. Acompte

À partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire ou le mandataire du groupement, le représentant du pouvoir adjudicateur détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- l'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCP, et ce, depuis le début du marché ;
- l'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au titulaire depuis le début du marché, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste c du présent état diminué du poste d ci-dessus ;
- l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 4-3 du présent CCP, sur le poste e ci-dessus ;

- g) le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire ;
- h) l'incidence de la TVA ;
- i) le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants e, f, g et h ci-dessus.

4-2.5. Demande de paiement du solde et décompte général

1. demande de paiement du solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 9-2 du présent CCP, le maître d'œuvre adresse au RPA la demande de paiement du solde correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

La demande de paiement est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

2. Décompte général

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

– le décompte final qui fait apparaître :

- a) le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le maître d'œuvre, éventuellement rectifié par le RPA ;
- b) les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
- c) le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- d) le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e) le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;
- f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 4-3 du présent CCP, sur le poste e ci-dessus ;
- g) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- h) l'incidence de la TVA ;

– l'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final, son montant est la récapitulation des montants e, f, g et h ci-dessus ;

– la récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire ou au mandataire du groupement le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;
- douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le pouvoir adjudicateur s'abstient de notifier au titulaire ou au mandataire du groupement, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire ou au mandataire du groupement du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire ou le mandataire du groupement à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire ou le mandataire du groupement n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation mentionnée à l'article 37 du CCAG.

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

4-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation aux articles 14.2 et 15 du CCAG-PI, les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économique du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence / choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie (base 2010) consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=001711010>.

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R2191-27 à R2191-29 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

En application de l'article 10.2.3. du CCAG PI, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5-1. Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 (m_0 ETUDES) fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C sur la base des études d'Avant Projet (AVP).

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle C_0 affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

En fonction des études menées et du chiffrage du maître d'œuvre correspondant à l'élément AVP, et en l'absence de modification de programme, plusieurs cas peuvent se présenter :

5-1.1. Coût prévisionnel des travaux inférieur à l'estimation du maître d'ouvrage

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément 'Avant Projet' (AVP) est inférieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, ($C < C_0$), le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage, si le projet le permet, une liste de travaux complémentaires (à hauteur de l'estimation de C_0) qui pourraient être éventuellement ajoutés au dossier de consultation des entreprises.

5-1.2. Coût prévisionnel des travaux égal à l'estimation du maître d'ouvrage

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément 'Avant Projet' (AVP) est égal à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, ($C = C_0$), les conditions définitives du contrat sont fixées conformément à l'article 5-1-4 ci-dessous.

5-1.3. Coût prévisionnel des travaux supérieur à l'estimation du maître d'ouvrage

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément 'Avant Projet' (AVP) est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, ($C > C_0$) le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au maître d'œuvre de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

Pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre pourra :

- pour un dépassement raisonnable (moins de 10 %),
 - justifier auprès du maître d'ouvrage que ce dépassement représente un intérêt certain pour l'opération notamment par un raisonnement en coût global,
 - prévoir en option des travaux accessoires,
 - proposer un ajustement mineur du programme.
- pour un dépassement plus important proposé au maître d'ouvrage,
 - demander un ajustement des prestations du programme,
 - prévoir en option des prestations initialement prévues au programme,
 - prévoir un découpage fonctionnel en tranches ferme et optionnelles de travaux.

Il serait fortement souhaitable que le maître d'œuvre n'attende pas la remise de l'élément AVP, au maître d'ouvrage, pour lui faire part de ses craintes de dépassement de l'enveloppe financière et lui proposer une des solutions énumérées ci-dessus.

5-1.4. Arrêt du coût prévisionnel des travaux

Après approbation des études d'Avant-Projet (AVP) par le maître de l'ouvrage, l'avenant défini au 4-2.3 ci-dessus :

- arrête définitivement le programme de l'opération,
- fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter,
- détermine la rémunération définitive du maître d'œuvre (art 2.1 de l'acte d'engagement).

5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti de deux taux de tolérance, l'un positif de 5 % l'autre négatif de 15 %.

5-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance positif est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance positif fixé à l'article précédent.

Le seuil de tolérance négatif est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, diminué du produit de ce coût par le taux de tolérance négatif fixé à l'article précédent.

5-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage pour répondre au programme arrêté.

Jusqu'à concurrence du seuil de tolérance positif, les options peuvent être intégrées au coût de référence travaux. Dans ce cas, aucune rémunération complémentaire ne sera versée au maître d'œuvre.

Il est ramené en valeur m_0 du marché de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}} \text{BT01}_{0-6} / \text{BT01}_{t-6}$$

avec : BT01_{0-6} = Valeur de l'index BT01 au mois m_0 moins 6 mois ;
 BT01_{t-6} = Valeur de l'index BT01 au mois m_0 , moins 6 mois, des contrats de travaux concernés.

$\textcircled{1}$ BT01 : tout corps d'état

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

5-4.1. Le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance positif

5.4.1-a Dans le cas d'un dépassement conséquent, le maître de l'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse. Le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation ou engager une négociation.

5.4.1-b Dans le cas d'un dépassement mesuré, le maître d'ouvrage peut décider de déclarer la procédure fructueuse. Dans ce cas, aucune rémunération complémentaire ne sera versée au maître d'œuvre.

5.4.1-c Dans le cas où le maître d'ouvrage décide de retenir des options au-delà du seuil de tolérance positif, la rémunération du maître d'œuvre pourra être adaptée à partir d'une proposition faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

5-4.2. Le coût de référence des travaux est inférieur au seuil de tolérance négatif

Si le coût de référence des travaux est inférieur au seuil de tolérance négatif, le maître d'œuvre supporte une pénalité pour, réajustement du montant du contrat, égale à :

$$(\text{seuil de tolérance négatif} - \text{coût de référence des travaux}) \times 15 \%$$

Le montant de la pénalité est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments antérieures à l'attribution des marchés de travaux (AVP, PRO, EXE 1, ACT).

5-4.3. Le coût de référence des travaux est compris entre le seuil de tolérance négatif et positif

Si le coût de référence des travaux est compris entre le seuil de tolérance négatif et positif, la consultation est déclarée fructueuse.

Le maître d'ouvrage peut décider de retenir, si le projet le prévoyait, une ou plusieurs options proposées à concurrence du coût prévisionnel des travaux. Dans ce cas aucune rémunération complémentaire ne sera versée au maître d'œuvre.

5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs .
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le titulaire s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les dispositions du contrat de travaux liant les entreprises et le maître de l'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

6-1. Coût initial des contrats de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des contrats de travaux est celui qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des contrats de travaux compris options retenues. Si les marchés travaux n'ont pas la même base m_0 , chacun d'eux est ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier contrat par application du coefficient de réajustement C_r , défini ainsi :

$$C_r = \textcircled{1} \text{ BT01}_{o-6} / \text{BT01}_{t-6}$$

avec : BT01_{o-6} = Valeur de l'index BT01 au mois m_0 moins 6 mois ;
 BT01_{t-6} = Valeur de l'index BT01 au mois m_0 , moins 6 mois, des contrats de travaux concernés.

$\textcircled{1}$ BT01 : tout corps d'état

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

6-2. Tolérance sur le coût initial des contrats de travaux

Le coût initial des contrats de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 5 %.

6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des contrats de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des contrats de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

6-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître de l'ouvrage après la passation des contrats de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître de l'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés. Si les marchés travaux n'ont pas la même base m_0 , chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier contrat par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandés par le maître de l'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire.

L'incidence financière des modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 6-4 ci-dessus.

6-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs (FTM), et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les décisions du représentant du pouvoir adjudicateur relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le titulaire supporte une réduction égale à :

$$20 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Elle ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

6-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCP, la "Direction de l'exécution des contrats de travaux" incombe au titulaire qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. À ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

6-8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des contrats de travaux", le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le titulaire qu'après décision du représentant du pouvoir adjudicateur prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le titulaire à l'entrepreneur, dans les conditions prévues aux articles 3.1 et 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux. L'entrepreneur retourne au titulaire un exemplaire complété par la date de réception et signé ; le titulaire en transmet une copie au maître de l'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCP.

6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A – Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

B - Obligations du maître d'œuvre

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :
 - ✓ tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
 - ✓ tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - ✓ la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - ✓ chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
 - ✓ fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;

- ✓ respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.
 - Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
 - Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
 - Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS .
 - Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
- ✓ Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux qu'après décision du maître d'ouvrage et qu'après avoir été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

ARTICLE 7. DÉLAIS ET PENALITES

L'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est sa notification.

7-1. Définitions et points de départ

7-1.1. Éléments de mission "études"

Élément de mission	Point de départ du délai
AVP	Date de la notification du marché.
PRO, EXE 1 et ACT partie DCE (1)	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision relative à l'élément Avant Projet (AVP) (2) cf article 9-1-3 ci-dessous.

(1) les éléments PRO, EXE 1 et ACT partie DCE seront exécutés simultanément.

(2) en aucun cas une décision de réception tacite de l'AVP ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission PRO, EXE1 et ACT partie DCE.

7-1.2. Éléments de mission ACT

Tâche	Définition du délai	Point de départ du délai
Analyse des candidatures et d'offres	Fournir le rapport d'analyse des candidatures et d'offres.	Date de la remise au titulaire des plis contenant les candidatures et les offres.
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution de chaque marché.

7-1.3. Éléments de mission VISA : Sans objet.

7-1.4. Élément de mission DET

Tâche	Définition du délai	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Constats	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.
Notification des décisions	Notifier les décisions du représentant du pouvoir adjudicateur	Date de réception de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
État d'avancement	Établir l'état d'avancement.	cf. 7-2 ci-après.
Établir les fiches de travaux modificatifs.		Date de chaque événement générateur ou de chacune des demandes de travaux modificatifs ou supplémentaires
Projets de décomptes mensuels (papier ou dématérialisé)	Vérifier les projets de décompte mensuel établis par les entrepreneurs. Établir les décomptes mensuels et les états d'acompte mensuel conformément à l'article 13.2 du CCAG-Travaux.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise (papier ou électronique) chez le maître d'œuvre.
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes (papier ou dématérialisé)	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes (conformément aux articles 13.3 et 13.4 du CCAG-Travaux).	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise (papier ou électronique) chez le maître d'œuvre.

7-1.5. Élément de mission OPC

Tâche	Définition du délai	Point de départ du délai
Calendrier des documents d'exécution	Établir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation.
Calendrier détaillé	Établir le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Point de départ de la ou de chaque période de préparation.
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution des travaux notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande de l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur.
Comptes rendus de réunion	Établir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Respect du délai de chantier	Piloter les entreprises pour que le chantier se termine dans les temps.	Ordre de service qui marque le début de réalisation des travaux.
Calendrier des OPR	Établir et diffuser le calendrier des OPR.	Un mois avant la date prévisible de fin de travaux.
Rapport de fin de chantier	Rédiger le rapport de fin de chantier.	Date des dernières levées de réserves.

7-1.6. Élément de mission AOR

Tâche	Définition du délai	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au représentant du pouvoir adjudicateur et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès verbal des OPR.
DOE ^①	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le titulaire de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le représentant du pouvoir adjudicateur.
PV de levée des réserves	Établir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

^① Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception.

7-2. Délais et pénalités

Par dérogation à l'article 14-3 du CCAG le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités en dessous de 1 000 €.

7-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité par jours de retard
AVP		6 semaines	100,00 €
PRO		4 semaines	100,00 €
EXE1			100,00 €
ACT partie DCE			100,00 €
ACT	Analyse des candidatures et offres	10 jours	100,00 €
	Mise au point des dossiers marchés	7 jours	100,00 €
DET	Comptes rendus de réunion	2 jours	100,00 €
	Constats	2 jours	100,00 €
	Notification des décisions	5 jours	100,00 €
	Mémoires de réclamation	30 jours	100,00 €
	État d'avancement	Au plus tard le 10 de chaque mois	50,00 €
	Projets de décomptes mensuels	5 jours	50,00 €
	Projets de décomptes finaux	(*)	100,00 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité par jours de retard
	Autres tâches prévues par le CCAP travaux et faisant apparaître un délai	Délais définis dans le CCAG travaux	100,00 €
OPC	Calendrier des documents d'exécution	5 jours	50,00 €
	Calendrier détaillé d'exécution	5 jours	100,00 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours	100,00 €
	Comptes rendus de réunion	3 jours	50,00 €
	Respect du délai de chantier	(**)	100,00€
	Calendrier des OPR	1 mois avant la fin du chantier	50,00 €
	Rapport de fin de chantier	21 jours	50,00 €
AOR	OPR	7 jours	100,00 €
	Proposition de réception	5 jours	100,00 €
	DOE	28 jours	100,00 €
	Examen des désordres	7 jours	100,00 €
	PV de levée des réserves	7 jours	100,00 €

(*) Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 7 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 7 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

(**) En cas de retard dans la réalisation des travaux ne résultant ni d'une prolongation de délais dans les conditions prévues à l'article 13.3.1 du C.C.A.G applicable aux marchés de travaux, ni pour cause d'intempérie ; le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard.

7-2.2. Autres pénalités

En cas de dépassement des délais fixés aux articles 12.4 et 41.1 du CCAG travaux, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jours de retard.

7-2.3. Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le délai dont dispose le maître d'œuvre pour signaler au RPA les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations du marché dans le délai d'exécution contractuel est de 7 jours.

ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique particulière.

8-1. Retenue de garantie

Sans objet.

8-2. Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf refus, indiqué dans l'AE. Elle est due sur la base du montant initial du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 5 % (ou 20 % dans le cas prévu à l'article R2191-7 du code de la commande publique) du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date de notification du marché.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et aux cotraitants, sauf refus de leur part.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10, sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l'article R. 2193-3. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Les modalités de remboursement de l'avance au titulaire ou aux sous-traitants sont fixées à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 9. EXÉCUTION, VÉRIFICATION ET DÉCISIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS – ACHÈVEMENT DE LA MISSION

9-1. Modalités de présentation, de vérification et de décision relatives aux documents élaborés par le titulaire

9-1.1. Présentation des documents

En application de l'article 26.4.2 du CCAG, le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

9-1.2. Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis au maître d'Ouvrage. Le tableau, ci-après, précise le nombre d'exemplaires que le titulaire s'engage à fournir sur support papier relié dans le cas où le maître d'ouvrage lui en ferait la demande :

Élément de mission	Document	Nombre d'exemplaires
AVP	Avant Projet	4
AVP	Avant Projet et Dossiers d'autorisation administratives	Selon réglementation + 1 exemplaire pour le RPA
PRO	Études de projet	4
EXE	Études d'exécution	4
ACT part DCE	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	4
OPC	Calendrier détaillé d'exécution	2
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	3*

En complément des exemplaires sur papier relié cités ci-dessus, les documents seront fournis en version informatique compatible avec les outils informatiques du maître de l'ouvrage (**bureautique pour les pièces écrites et pdf + dwg autocad pour les plans**).

**Une version informatique du DOE sera fournie au maître d'ouvrage uniquement sur clé USB.*

9-1.3. Décisions relatives aux documents d'études

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède à la vérification de la conformité de chaque document d'études par rapport aux stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 26-2 du CCAG-PI, la décision en découlant doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
AVP	Avant-projet	2 mois
PRO, EXE1, ACT partie DCE	Étude de projet, première partie des études d'exécution, ACT partie DCE	2 mois

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage de ces documents. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

À l'issue des opérations de vérification, la décision prononcera soit :

9-1.3.1. La réception ou réception sous réserves

Lorsque les prestations répondent entièrement aux stipulations du marché, la décision prononce la réception des prestations.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des réserves existent mais que celles-ci ne remettent pas en cause le projet et peuvent être levées dans la suite des études, La décision de réception est prise sous réserve.

9-1.3.2. La réception avec réfaction

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

9-1.3.3. L'ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le maître d'œuvre dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 27.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le maître d'œuvre des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-1.3.4. Le rejet

Lorsque le RPA estime que les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché car elles appellent des réserves telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, le RPA prononce une décision motivée de rejet partiel ou total des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre.

En application de l'article 27.4.2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre dispose de 15 jours à compter de la réception de la décision de rejet pour remettre les prestations modifiées.

Les pénalités pour retard prévues à l'article 7.2.1 ci-dessus s'appliquent en cas de retard dans la remise des prestations modifiées.

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-1.4. Délais de recevabilité des autres documents présentés par le titulaire

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG, les décisions relatives à la recevabilité des documents présentés par le titulaire doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai
ACT	Analyse des candidatures et offres	1 mois
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	1 mois

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage de ces documents. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme recevable avec effet à compter de l'expiration du délai (recevabilité tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La recevabilité peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

9-2. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

9-3. Arrêt de l'exécution des prestations

Le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-4 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG, la décision motivée d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique, donne lieu à indemnité dans les conditions de l'article 33 du CCAG et selon les modalités de l'article 9-4.1 du présent CCP sauf dans le cas où elle intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre.

9-4. Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 33 inclus du CCAG, avec les précisions suivantes :

9-4.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, et par dérogation aux articles 33 et 34.2 du CCAG-PI, le pourcentage prévu est fixé à 2 %.

9-4.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du CCAG, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du CCAG), les prestations sont réglées sans abattement.

9-4.3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Par dérogation à l'article 32 du CCAG, le marché pourra être résilié dans l'un des cas suivants :

- le titulaire s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCP 1-9.4	dérogé à l'article	9.2 du CCAG
CCP 2-1	dérogé à l'article	4.1 du CCAG
CCP 2-2	dérogé à l'article	4.2.1 et 4.2.2 du CCAG
CCP 4-3	dérogé à l'article	14-2 et 15 du CCAG
CCP 7-2	dérogé à l'article	14.3 du CCAG
CCP 7-2-1	dérogé à l'article	14.1 du CCAG
CCP 7-2.3	dérogé à l'article	13.3.2 du CCAG
CCP 8	dérogé à l'article	28 du CCAG

CCP 1-9.4	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCP 9-1.3	déroge à l'article	26-2 du CCAG
CCP 9-1.3.1	déroge à l'article	27.1 du CCAG
CCP 9-1.3.2	déroge à l'article	27.3 du CCAG
CCP 9-1.3.3	déroge à l'article	27.2.1 du CCAG
CCP 9-1.4	déroge à l'article	26.2 du CCAG
CCP 9-3	déroge à l'article	20 du CCAG
CCP 9-4.1	déroge à l'article	33 et 34.2 du CCAG
CCP 9-4.3	déroge à l'article	32 du CCAG

ANNEXE N°1 – CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

Avertissement : Le contenu des éléments de la mission est celui défini dans l'annexe III à l'arrêté du 21 décembre 1993 avec les précisions complémentaires ci-dessous incluses dans le forfait de rémunération :

ARTICLE 1. ÉTUDES D'AVANT-PROJET (AVP)

Les éléments d'études Avant Projet Sommaire et Avant Projet Définitif seront exécutés en un seul élément appelé étude d'avant-projet 'AVP'.

Préambule : dès le début des études d'avant-projet, le maître d'œuvre organise en concertation avec le RPA, les échanges préalables avec l'ABF et les services instructeurs de la commission de sécurité incendie et accessibilité. Il pilote les réunions avec ces services et en rédige les comptes-rendus.

L'avant-projet comprendra trois phases :

1. Recueil des données existantes – état des lieux

a - Analyse réglementaire et technique

Le maître d'œuvre procède à l'analyse réglementaire et technique des installations au regard du futur usage du bâtiment. Il procède à l'examen de leur état général, constate les désordres ou anomalies localisés et examine la compatibilité avec les objectifs définis. Il définit la nature des solutions à apporter aux désordres constatés : modifications, réfection partielle ou totale, etc.

Cette mission concerne tout ou partie des domaines techniques définis ci-après :

- structures, maçonnerie, charpente ;
- second œuvre : menuiseries, cloisonnement, revêtement de sols, revêtement muraux...;
- chauffage, ventilation, plomberie ;
- électricité courants forts : TGBT, réseaux et distribution, appareillage, luminaires, commandes, blocs de secours... ;
- électricité courants faibles : câblage informatique et téléphonique, Sécurité Système Incendie (SSI)... ;
- vidéosurveillance, contrôle d'accès... ;
- conformité aux réglementations accessibilité.

b - Analyse des contraintes et servitudes

Le maître d'œuvre recense les contraintes relevant de réglementations et celles issues du programme de l'opération et analyse les conséquences sur le projet :

- protection du patrimoine ;
- sécurité incendie ;
- accessibilité ;
- sûreté ;
- confort thermique et acoustique ;
- ergonomie des postes de travail.

Le maître d'œuvre appelle l'attention du maître d'ouvrage sur les investigations complémentaires qu'il juge utile pour fiabiliser son état des lieux.

c - Synthèse

À l'issue des analyses réglementaires, techniques et des contraintes, le maître d'œuvre établit une synthèse permettant de renseigner le maître d'ouvrage sur :

- l'état général du bâtiment ;
- l'état particulier de ses éléments constitutifs et d'équipement, notamment s'ils sont susceptibles de modifications.

Cette synthèse permet d'appréhender de manière exhaustive l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet.

2. Scénarios d'aménagement

En fonction de l'état des lieux et des besoins du programme, le maître d'œuvre propose plusieurs solutions schématiques d'aménagement possible en faisant ressortir, pour chacune d'elle, les points forts et les points faibles.

Le maître d'œuvre s'appuiera sur le plan issu de l'étude de faisabilité joint au programme.

Les solutions proposées feront apparaître les circulations des personnels et du public ainsi que les dispositifs prévus pour sécuriser les flux conformément au programme.

Cette étape permettra au maître d'ouvrage de retenir un des scénarios d'aménagement proposés.

3. Avant-projet

Sur la base de la solution d'aménagement retenue, le maître d'œuvre établit l'avant-projet qui a pour objet de préciser la composition générale en plan et en volume, ainsi que les grandes orientations techniques.

Il comprend au moins :

a - un cahier explicatif contenant, les éléments suivants :

- la justification du projet architectural,
- les principales dispositions techniques proposées pour :
 - les éléments de structures ;
 - les systèmes énergétiques (énergie, principes de chauffage, de ventilation, etc.) ;
 - les performances techniques à atteindre (déperdition thermique des parois, isolement acoustique entre locaux, etc.) ;
 - les matériaux utilisés pour le second œuvre et leur niveau de performance ;
 - les justifications de ces choix sur le confort, l'exploitation et la maintenance de l'ouvrage ;
 - la sécurisation du site (vidéosurveillance, contrôle d'accès...).
- la justification de ces choix en termes de :
 - pérennité, qualité... ;
 - respect du programme de l'opération ;
 - facilité et confort pour la maintenance et l'exploitation (accessibilité, facilité de nettoyage, sensibilité aux dégradations, rénovation ou de remplacement d'éléments) ;
 - coût global (investissement, consommation, exploitation et maintenance) ;
 - respect des réglementations (sécurité incendie et accessibilité, code du travail, règlement sanitaire, monuments historiques, l'acoustique, le thermique, l'éclairage...).
- en fonction des résultats du repérage amiante réalisé, une description des travaux en présence d'amiante, leur coût et leur influence sur le planning ;
- la liste éventuelle des précisions ou modifications à apporter au programme ;
- l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par corps d'état accompagnée de la méthode utilisée pour l'établir ;
- un calendrier de réalisation prévisionnel (décomposé par lot le cas échéant).

b - des documents graphiques comprenant :

- un plan de masse (échelle adaptée au projet) ;
- des plans de niveaux, de coupes et élévations significatifs au 1/100^{ème} ou 1/50^{ème} des aménagements projetés, incluant les repérages de faux plafonds, les revêtements de sols, les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec si besoin des détails significatifs de conception architecturale à une échelle plus adaptée ;
- plans de structure ;
- les plans des principes constructifs et éléments techniques ainsi que leur prédimensionnement ;
- les plans de principe d'implantation des appareillages et des principaux réseaux techniques (plomberie, chauffage, ventilation, courants fort et faible, vidéosurveillance, contrôle d'accès, etc.).

L'avant-projet fera l'objet d'une présentation au maître de l'ouvrage et aux utilisateurs par le maître d'œuvre lors d'une réunion pour laquelle il préparera les documents de communication nécessaires.

Le maître d'œuvre rédigera les compte-rendus de l'ensemble des réunions organisées dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet.

c - les dossiers nécessaires à l'obtention des autorisations administratives :

- les éléments graphiques et écrits nécessaires aux dépôts des demandes administratives (Déclaration Préalable...) et à la demande d'avis de la copropriété pour certains travaux (remplacement de fenêtres, installation du groupe extérieur de climatisation...).

Le maître d'œuvre organisera et participera aux différentes réunions nécessaires à l'obtention des différentes autorisations.

Il doit reprendre à ses frais, tout ou partie des études jusqu'à obtention des autorisations de la part des autorités compétentes.

ARTICLE 2. ÉTUDES DE PROJET (PRO) / EXE 1 / ACT PARTIE DCE

Ces trois éléments ou partie d'éléments définissent la conception générale des ouvrages à réaliser et permettent de consulter les entreprises. Ils comprennent au moins :

Au titre des études de projet :

Les documents écrits

- les éventuelles réponses faites aux observations formulées lors de l'approbation de l'AVP ;
- la liste des adaptations apportées à l'AVP par le Projet ;
- les notes techniques descriptives relatives aux travaux à prévoir en incluant les dispositions constructives ;
- les notes de calculs de tous les ouvrages et matériels ;
- le coût prévisionnel des travaux établi avec le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire qui sera fourni aux entreprises, décomposé lot le cas échéant ;
- le rapport de présentation générale de l'opération ;
- le planning prévisionnel des travaux ;
- la liste complète des documents à remettre par les entreprises.

Les documents graphiques

- un plan de masse et de situation (échelle adaptée au projet) ;
- les plans de tous les niveaux, au 1/100^{ème}, avec des précisions au 1/50^{ème} faisant apparaître les travaux prévus dans les locaux concernés avec positionnement et encombrement des différents matériels existants et à installer ;
- les plans des éléments techniques ainsi que leur pré-dimensionnement ;
- toutes les coupes cotées au 1/50^{ème} nécessaires à la parfaite compréhension du projet ;
- des plans de détail au 1/20^{ème} (ou à une autre échelle pouvant aller au 1/2^{ème}) des éléments spécifiques du projet nécessaires à sa compréhension et au chiffrage des entreprises :
 - les plans de structures au 1/50^{ème} (poteaux, poutres, tout porteur, etc.) ;
 - les plans de repérage et de conception des aménagements intérieurs au 1/50^{ème}, accompagnés de leur nomenclature et leurs principes de calepinage éventuel, comprennent :
 - les cloisons ;
 - les menuiseries intérieures ;
 - les faux plafonds ;
 - les revêtements muraux et de sols ;
 - les serrures intérieures ;
 - les peintures ;
 - l'équipement mobilier intégré ou mobilier spécifique (banque d'accueil, box d'entretiens, salles d'attente, armoires de stockages murales...) ;
 - la signalétique notamment celle relative à la réglementation d'accessibilité.
 - les plans d'équipement thermique, de ventilation et de plomberie au 1/50^{ème}, accompagnés des nomenclatures correspondantes et de l'implantation des équipements terminaux ;
 - Les plans d'électricité, éclairage et courant faible au 1/50^{ème}, accompagnés des nomenclatures correspondantes, comprennent :
 - le schéma général et bilan de puissance ;
 - le schéma des armoires principales ;
 - le schéma des principales armoires divisionnaires de distribution et de protection ;
 - les tracés des principaux chemins de câbles ;
 - l'implantation des tableaux et appareillages (prises de courant, commandes, têtes de détection incendie, téléphones, vidéosurveillance, contrôle d'accès, sonorisation, etc.), ainsi que les parcours de la distribution principale ;
 - l'implantation et le prédimensionnement de l'installation d'éclairage ;
 - une proposition de plan d'installation de chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Variantes et prestations techniques complémentaires ou alternatives

Le titulaire propose au maître de l'ouvrage d'autoriser ou non les variantes. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

Sur proposition du titulaire, le maître de l'ouvrage décide du contenu des options à retenir dans le dossier de consultation.

Au titre des études d'exécution partie 1 :

- le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (CPE) détaillé par corps d'état ;
- les plans d'exécution et spécifications qui peuvent être utilement arrêtés avant que soient connus les moyens et les techniques des entreprises retenues ;
- les devis quantitatifs détaillés.

Au titre de l'élément ACT partie DCE :

Le titulaire propose au maître de l'ouvrage les niveaux de qualification ou de références qui lui paraissent devoir être requis des candidats, ainsi que la liste des documents qu'il souhaite voir remise par ceux-ci à l'appui de leurs offres ou candidatures, en vue de l'établissement de l'avis d'appel à la concurrence et du règlement de consultation.

Le maître d'œuvre mettra en forme les pièces visées ci-dessus nécessaires pour être intégrées à la consultation des entreprises (calendrier prévisionnel, plans, documents graphiques...) et fournira :

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les cadres de décompositions du prix global forfaitaire permettant aux entreprises de les renseigner. Ces cadres sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir leur prix, ils comportent les quantités établies par le titulaire ;
- toutes autres pièces facilitant la compréhension du projet.

Les pièces administratives seront élaborées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur avec l'assistance du maître d'œuvre pour les éléments qui le concernent :

- l'avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication (AAC) ;
- le Règlement de Consultation (RC) ;
- les pièces du projet de marché et son/ses annexe(s) (AE) ;
- le Cahier des Clauses Administrative Particulières et son/ses annexe(s) (CCAP).

Le DCE sera complété par des documents réalisés par le maître de l'ouvrage et/ou différents intervenants de l'opération (rapport initial de contrôle technique, plan général de coordination de sécurité et protection de la santé, diagnostic amiante avant travaux, etc.).

Afin de faciliter l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre pourra inclure au DCE un cadre de mémoire technique que les entreprises devront compléter à l'appui de leur offre. Ce cadre pourra comprendre la liste des matériels que le maître d'œuvre souhaite connaître au stade de l'offre.

Le maître d'œuvre assure la cohérence et la compatibilité de toutes les pièces du dossier de consultation comprises celles fournis par les autres intervenants (coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, contrôleur technique, etc.).

Une réunion en présence des utilisateurs sera organisée lors de cette phase et permettra notamment d'établir le calendrier prévisionnel des travaux qui sera joint aux documents de la consultation des entreprises. Le titulaire en rédigera le compte-rendu.

ARTICLE 3. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX (ACT)

L'assistance pour la passation des contrats de travaux se rapporte directement à l'organisation de la commande publique. Celle-ci se caractérise, en particulier, par un formalisme important destiné à garantir le respect des principes qui la régissent, au premier rang desquels se situent le libre accès et l'égalité de traitement des candidats.

Cet élément de mission comprend au moins :

3-1. Phase de consultation

Durant la consultation, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence, le maître de l'ouvrage demande au titulaire de ne communiquer avec quiconque et de ne transmettre aucune information liée à la procédure. Les demandes de renseignements émanant des entreprises doivent être faites, uniquement, par l'intermédiaire de la

plateforme PLACE. Après échanges avec le maître d'œuvre pour la rédaction, la réponse sera aussi envoyée par PLACE aux entreprises ayant retiré le dossier.

3-2. Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise

3-2-1. Le maître d'ouvrage ouvre les plis et les transmet au titulaire, pour analyse initiale.

Candidatures : Le maître d'œuvre analyse le contenu de l'enveloppe 'candidatures'. Cette analyse porte sur l'examen de la complétude du dossier de candidature en fonction des pièces et éléments demandés dans le règlement de consultation et sur les capacités professionnelles et financières des candidats. Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre. Le maître d'œuvre propose pour chaque candidature un agrément, un rejet (motivé) ou une demande de pièces complémentaires.

Le maître d'œuvre devra utiliser les cadres transmis par le maître d'ouvrage pour l'analyse des candidatures.

Offres : Sauf à ce que la candidature ne corresponde manifestement pas au marché, le maître d'œuvre procède à l'analyse de toutes les offres dans les conditions suivantes :

Si des variantes ou options sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le maître d'œuvre doit accomplir les tâches d'analyse, de contrôle, etc. impliquées par l'étude de chaque variante ou option.

Complétude et caractère 'valide' de l'offre : Le maître d'œuvre doit vérifier :

La complétude de l'offre des candidats en fonction des pièces et éléments demandés dans le règlement de consultation.

Le maître d'œuvre précise pour chaque offre :

- si elle est 'valide' et peut être analysée ;
- si elle est 'inappropriée', 'irrégulière' ou 'inacceptable' et doit être éliminée (offres anormalement basses, offres sans rapport avec l'objet...) ;
- si des pièces complémentaires ou précisions sont nécessaires pour procéder à l'analyse.

Sauf à ce qu'une offre ne corresponde manifestement pas au marché (inappropriée), le maître d'œuvre procède à l'analyse de toutes les propositions avec les documents reçus dans les conditions suivantes :

Analyse des mémoires techniques :

Au vu du mémoire technique fourni, le maître d'œuvre, analyse et note, l'offre, point par point, en fonction des critères et sous critères décrits dans le règlement de consultation avec éventuellement l'examen des variantes et/ou options sur les plans financier et technique. Il détermine la note de la valeur technique brute, la revalorise en base 10 et la pondère.

Analyse des prix :

Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur de la DPGF et de l'acte d'engagement. Détection de prix ou de quantité incohérents. Détermination de la note 'prix' en fonction de la formule déterminée dans le RC et pondération.

Détermination de la note finale en fonction des prescriptions du Règlement de la Consultation.

Le maître d'œuvre devra utiliser les cadres transmis par le maître d'ouvrage pour l'analyse des offres.

Négociation :

Le maître d'œuvre proposera au RPA, les parties des offres (techniques et/ou financières) qui peuvent faire l'objet d'une demande de renseignements ou d'une négociation avec les candidats.

À ce stade de la procédure, et en fonction de l'analyse des candidatures et des offres du maître d'œuvre, **le maître d'ouvrage décidera, pour chaque pli, des suites à donner :**

- candidatures : rejetée, agréée ou demande de pièces complémentaires ;
- offres : rejet car inappropriée, rejet car 'irrégulière' ou 'inacceptable', négociation pour rendre les offres irrégulières => régulières et les offres inacceptables => acceptables. En cas de négociation, les soumissionnaires des offres 'valides' seront avertis et pourront modifier leurs propositions.

Le maître d'ouvrage prépare et transmet les courriers de rejet ou de négociation.

Si des pièces complémentaires sont demandées, le maître d'œuvre devra compléter son analyse en fonction des réponses données par les entreprises.

Le maître d'œuvre rédigera, en collaboration étroite avec le maître d'ouvrage, un rapport d'analyse qui reprendra en détail toutes les phases décrites ci-dessus et les propositions de classement par lot.

3-3. Consultation infructueuse

En cas de dépassement par rapport à l'engagement du titulaire, et avant que le maître de l'ouvrage ne déclare la consultation infructueuse, le titulaire établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel des travaux. Il sera alors procédé à une nouvelle mise en concurrence ou à une négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait. (voir article 5-4.1 du CCP).

3-4. Mise au point des marchés

Il appartient au titulaire d'assister le maître de l'ouvrage pour les éventuelles mises au point des offres.

ARTICLE 4. ÉTUDES D'EXÉCUTION DEUXIÈME PARTIE (EXE 2)

Les études d'exécution, fondées sur les études de projet permettent la réalisation de l'ouvrage. Elles concernent l'ensemble des parties de l'ouvrage.

Les études d'exécution doivent traduire, le cas échéant au niveau de chaque lot, la cohérence technique du projet. Elles doivent également traduire graphiquement les dispositions des normes et fascicules de documentation (NF – DTU...) ou des autres documents généraux et non pas se référer uniquement à ces textes.

D'une façon générale, les études d'exécution sont, quand il y a lieu, complétées par un dessin d'un Plan d'Atelier ou de Chantier (PAC) réalisé par les entrepreneurs. Est notamment considéré comme devant faire l'objet d'un PAC, tout ce qui découle du choix d'un fournisseur (marques et matériels) par les entrepreneurs.

Les choix de matériels, matériaux, les solutions techniques et les procédés de mise en œuvre doivent être précisés sans ambiguïté.

Les études d'exécution doivent définir graphiquement la configuration des matériaux mis en place et doivent comporter les notes de calcul.

Pendant la période de préparation de chantier, l'entreprise titulaire du marché de travaux élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre.

Elles peuvent, pour certains lots, se poursuivre pendant la période d'exécution des travaux.

La mission de synthèse, prévue au titre des études d'exécution permettant la réalisation de l'ouvrage, a pour objet pour l'ensemble de l'ouvrage d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de toutes les études d'exécution, dans le respect des dispositions techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduit par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations. Ces plans doivent prendre en compte toutes les informations nécessaires à la coordination spatiale et technique de chaque élément avec l'ensemble des contraintes techniques.

Les plans de synthèse (mises en plan, coupes, détails) sont établis par la maîtrise d'œuvre.

En fin d'opération, à partir des dossiers des ouvrages exécutés, le titulaire élabore la mise à jour des plans de synthèse qui sont remis au maître de l'ouvrage dans les conditions générales définies pour le Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE).

ARTICLE 5. VISA DES ÉTUDES D'EXÉCUTION

Sans objet.

ARTICLE 6. DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)

Le titulaire est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit :

- s'assurer que les documents d'exécution (caractéristiques techniques, etc.) ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- fournir toutes les pièces nécessaires à l'établissement des avenants au contrat travaux par le maître d'ouvrage (avis circonstanciés, FTM, justificatifs...) ;
- informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables. Pour ce faire il fournit, en particulier, un état récapitulatif des ordres de service délivrés ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs ;
- établir les états d'acomptes, et y faire figurer la date de réception ou de remise des projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs. Le cas échéant notifier les états d'acompte à l'entrepreneur si le projet établi par celui-ci est modifié ;
- vérifier le projet de décompte final présenté par les entrepreneurs, puis établir le décompte général et y faire figurer la date de réception ou de remise du projet de décompte final présenté par les entrepreneurs ;
- préparer la notification du décompte général à l'entrepreneur ;
- donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs à l'encontre des ordres de service, en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation des entreprises ;
- collecter les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à leur mise en service.

En ce qui concerne la gestion des déchets de chantier :

- pendant la période de préparation de chantier, le titulaire s'assure, en concertation avec le coordonnateur SPS et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets ;
- il veille à la mise en œuvre de la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- il veille au maintien de l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- il collecte l'ensemble des documents liés au contrôle, au suivi et à la traçabilité des déchets de chantier.

6-1. Période de préparation

La durée de la période de préparation de chacun des marchés de travaux, ainsi que les conditions d'établissement, durant cette période, des documents exigés par ces marchés, seront fixés dans les CCAP des marchés de travaux. En début de période de préparation, le maître d'œuvre organise une réunion de présentation (dite « réunion 0 »). Il convoque l'ensemble des entrepreneurs, le maître d'ouvrage, les représentants des utilisateurs, le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, etc.

6-2 . Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le maître d'œuvre, dans le cadre de son élément de mission OPC, établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les entrepreneurs.

Il est signé par les entreprises, approuvé par le maître d'ouvrage puis notifié par ordre de service par le maître d'œuvre.

6-3. Présence du titulaire sur le chantier

Pour exercer la direction de l'exécution des contrats de travaux, le titulaire doit assurer une présence significative sur le chantier, il est représenté par une personne qualifiée nominativement désignée.

Au minimum un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le titulaire en accord avec le maître de l'ouvrage qui peut y être représenté. Pendant les phases importantes et dans le mois précédant la livraison des ouvrages, la fréquence des réunions devra être adaptée.

Le titulaire organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés. Il en informe le maître de l'ouvrage qui pourra y assister ; ces réunions sont destinées à :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et diffusé à tous les intervenants de l'opération (entreprises, maître de l'ouvrage, coordonnateur SPS, etc.).

6-4. Journal de chantier

Le titulaire tient un journal de chantier où sont consignés pendant toute la durée du chantier :

- ses visites et constatations ;
- les visites et constatations des autres intervenants (Maître d'ouvrage, CT, CSPS...) ;
- tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques ;
- tous les ordres de services ;
- les comptes rendus de chantier.

Ce journal devient la propriété du maître de l'ouvrage à qui il est remis en fin de chantier.

6-5. Réunions avec le maître de l'ouvrage

Le titulaire participe aux réunions périodiques organisées par le maître de l'ouvrage pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés. Les autres intervenants hormis les entreprises (CT, coordonnateur SPS, etc.) sont conviés à cette réunion.

Le maître de l'ouvrage anime la réunion et diffuse le compte rendu qui sera rédigé par le Moe.

6-6. Vérification des décomptes d'entreprises

Pour l'établissement des décomptes des marchés de travaux, le titulaire se conforme aux prescriptions du CCAG "travaux", du présent CCP et du CCAP du ou des marchés de travaux.

L'attention du titulaire est appelée sur son obligation d'utiliser la plate-forme Chorus PRO pour le règlement des comptes des entreprises.

6-7. Travaux supplémentaires

Le titulaire est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value. Ces propositions sont établies suite à une demande du titulaire, du maître de l'ouvrage ou des entrepreneurs.

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre comme indiqué à l'article 6-5 du présent CCP.

6-8. Sous-traitants

Le maître d'œuvre est associé à l'acceptation des sous-traitants, notamment pour donner un avis sur les garanties professionnelles, techniques et financières de l'entreprise pressentie ; il s'oblige, en outre, à signaler au maître de l'ouvrage tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise.

ARTICLE 7. ORDONNANCEMENT – COORDINATION – PILOTAGE DU CHANTIER (OPC)

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que le chemin critique, par des documents graphiques, et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

La personne chargée de l'OPC au sein de la maîtrise d'œuvre produit tous les documents listés dans le présent article.

7-1. Exécution de la mission avant la notification du premier marché de travaux

7-1.1. Pendant les études de conception

L'OPC complète les dossiers d'AVP et de PRO par :

- l'analyse de l'incidence des propositions de travaux sur l'ordonnancement et la planification ainsi que leurs conséquences sur l'économie générale de l'opération ;
- l'étude, en tant que de besoins, de la faisabilité et l'optimisation de réalisation (dans l'espace et dans le temps) de sa conception.

7-1.2. Pendant la passation des contrats de travaux

a) Phase d'élaboration du dossier de consultation des entreprises (ACT partie DCE)

L'OPC :

- donne un avis sur les moyens humains et techniques, à exiger de la part des entreprises, pour la consultation ;
- établit le calendrier des différentes tâches à effectuer au cours de la période de préparation et nécessaires au commencement des travaux ;
- identifie les incidences des dispositions proposées par le coordonnateur SPS au regard de son élément de mission OPC ;

- identifie les incidences liées à la réalisation de travaux en site occupé au regard de son élément de mission OPC.

b) Phase d'examen des candidatures ou des offres

L'OPC donne un avis sur les moyens des entreprises et l'incidence apportée par les variantes éventuellement proposées lorsque la possibilité de variante figure dans le règlement de consultation.

7-2. Exécution de la mission après la notification du premier marché de travaux

7-2.1. Organisation générale et vie commune

Le maître d'œuvre OPC :

- procède au recensement du rôle et responsabilité des intervenants et constitue le fichier "identifiants" ;
- établit l'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives conditionnant les travaux et en assure la mise à jour ;
- doit s'assurer, s'il y a lieu, que la mise au point et la diffusion de la convention interentreprises (gestion du compte prorata) est faite dans les délais ;
- recense les besoins des différentes entreprises en matière d'installation de chantier ;
- tient à la disposition des intervenants, un journal de chantier sur lequel il note les événements importants correspondant à l'organisation et aux délais. Il assure la conservation de ce journal qu'il remet en fin de chantier au maître de l'ouvrage.

7-2.2. Études d'exécution

Dans le cadre des études d'exécution restant à réaliser par le maître d'œuvre, le titulaire maître d'œuvre OPC doit :

- étudier avec le maître d'œuvre les délais d'exécution des études, le circuit de vérification de ces études auprès de tous les intervenants suivant la mission de chacun ;
- élaborer le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service ;
- établir et mettre à jour l'état d'avancement de la validation des études d'exécution ;
- contrôler le respect du calendrier d'établissement des documents d'exécution et procéder aux relances nécessaires ;
- établir les comptes-rendus mensuels de l'avancement de sa mission ;
- collecter tous les plans et documents validés de façon à constituer sur le chantier un dossier complet ;
- établir la liste des échantillons, teintes et options techniques non précisées dans les CCTP, définir les dates de présentation puis de décision en fonction des délais de commande et de mise en œuvre.

7-2.3. Travaux

a) Préparation de chantier

Pendant la période de préparation de chantier, le maître d'œuvre OPC :

- élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service par le maître d'œuvre ;
- établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service par le maître d'œuvre ;
Sur ce calendrier, doit figurer les délais relatifs :
 - à l'organisation matérielle et collective du chantier ;
 - à l'organisation de chantier propre à chacun des lots ;
 - à la mise en place et au repliement des moyens essentiels ;
 - aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations, etc. ;
 - aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier ;
 - à l'exécution détaillée des travaux pour chacun des lots ;

- à la finition, aux vérifications techniques, essais et mise en service des installations techniques ;
- aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- aux visites des commissions de sécurité.
- établit le calendrier des différentes opérations commandant le commencement des travaux en cohérence avec les dispositions de sécurité et de santé prévues (calendrier des travaux préparatoires) ;
- analyse, à partir du dépouillement des descriptifs et quantitatifs et enquête auprès des entreprises, les tâches élémentaires et les contraintes, y compris les problèmes particuliers de préfabrication et d'approvisionnements, estime les délais partiels et les effectifs relatifs aux différentes tâches, choisit l'ordre des interventions le plus favorable ;
- élabore et propose des graphes suivant une méthode "adaptée" : traduction en graphe planning, calcul des réseaux, itérations, lissage des charges, détermination du chemin critique ;
- procède au nivellement des moyens, à la détermination de la durée des tâches et à la définition des moyens et effectifs à mettre en œuvre ; il propose l'ordre des interventions le plus favorable, en liaison avec les entreprises.

b) Réalisation des travaux

Le maître d'œuvre OPC :

- contrôle l'avancement des travaux dans le respect du calendrier détaillé d'exécution des travaux et enregistre les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts ;
- assure le pointage permanent des effectifs et des moyens des entreprises ;
- fait apparaître l'avancement du chantier pour chaque réunion, et en cas de retard attire immédiatement l'attention de l'entreprise défaillante et étudie avec cette dernière les moyens permettant de le résorber ;
- complète l'état d'avancement du chantier prévu par la mission DET en mentionnant les responsabilités respectives des entreprises et des autres intervenants dans les retards quantifiés constatés sur le chantier ; il propose des solutions pour pallier ces retards et analyse l'évolution prévisible de l'opération ;
- établit, en concertation avec les entreprises, un "recalage" du calendrier détaillé d'exécution des travaux, si les retards ne permettaient plus de les gérer, édite les documents mis à jour et,
 - si le délai global d'exécution est conservé, il notifie, par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution des travaux aux entreprises ;
 - si le délai global d'exécution est prolongé, et après décision du maître de l'ouvrage, il notifie par ordre de service le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- recueille les relevés météorologiques, en cas d'arrêt de chantier ;
- note tous les arrêts de chantier ;
- en cas d'une éventuelle défaillance d'une ou de plusieurs entreprises, il propose au maître de l'ouvrage des mesures destinées à limiter les effets sur les délais ;
- planifie la remise des dossiers des ouvrages exécutés, y compris le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) ;
- tient à disposition des intervenants la bibliothèque de références où figurent les documents intéressant les travaux (CCP, décomposition du prix global forfaitaire par lot, plans d'exécution, etc.).

c) Réunions

Le maître d'œuvre OPC :

- organise les réunions hebdomadaires d'OPC, en rédige le compte-rendu et en assure la diffusion ; les réunions DET et OPC pourront être organisées concomitamment, le support de diffusion pourra être commun ;
- provoque les réunions interentreprises nécessaires à la coordination, en dresse le compte-rendu et le diffuse aux intervenants ;
- veille à la prise des décisions relevant du maître de l'ouvrage et à celles incombant aux autres intervenants selon les dispositions arrêtées lors de l'ordonnancement ;
- propose les questions à mettre à l'ordre du jour des réunions de chantier ;
- planifie les visites d'acceptation interentreprises.

7-2.4. Réception des travaux

Le maître d'œuvre OPC :

- établit un calendrier détaillé des opérations préalables à la réception intégrant notamment les essais, les contrôles divers et la mise en service des équipements techniques en liaison avec le contrôleur technique et les entrepreneurs ;
- planifie et coordonne les travaux à effectuer pour la levée des réserves ;
- planifie la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), y compris le DIUO, non remis en cours de chantier au maître d'œuvre ;
- établit le rapport de fin de chantier intégrant notamment les informations nécessaires à l'affectation des retards ;
- organise et suit le processus de levées de réserve de façon à en limiter la durée ;
- assiste le maître de l'ouvrage dans l'instruction des mémoires en réclamation éventuels, pour la partie concernant l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux.

ARTICLE 8. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE DE L'OUVRAGE LORS DES OPÉRATIONS DE RÉCEPTION ET PENDANT LA PÉRIODE DE PARFAIT ACHÈVEMENT (AOR)

La mission comprend notamment :

8-1. Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)

Les obligations du titulaire relatives à la réception des ouvrages sont celles définies aux articles 40 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires d'un marché, la mission du maître d'œuvre consiste à :

- procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire :
 - reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée ;
 - réaliser les essais de réception selon le programme qu'il aura mentionné dans les marchés de travaux ;
 - vérifier que les épreuves, analyses et essais imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants.
- dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur, l'adresser au maître de l'ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service de l'ouvrage ;
- faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au maître de l'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

8-2. Garantie de parfait achèvement (GPA)

La mission du titulaire se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles faites aux entreprises pendant cette période. Étant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du maître de l'ouvrage.

Le titulaire doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

Les missions du titulaire pendant cette période sont les suivantes :

8-2.1. Levée des réserves

- compte tenu des décisions prises par le maître de l'ouvrage :
 - faire reprendre toutes les parties d'ouvrages non entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution ;
 - proposer au maître de l'ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au cahier des charges des marchés de travaux et diriger tous travaux éventuellement nécessaires pour lever les remarques et observations formulées ;
- constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée des réserves dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
- proposer au maître de l'ouvrage, tous moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise dans les meilleurs délais et en application des dispositions contractuelles des marchés de travaux ;
- ordonner, diriger et contrôler les travaux de réfection correspondants.

8-2.2. Autres prestations dues au titre de la garantie de parfait achèvement

- pendant le délai de garantie défini à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire est tenu de veiller à ce que les entrepreneurs se conforment aux obligations qui leur sont imposées par le même article ;
- il devra inviter les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires à la réparation des désordres ou dysfonctionnements. Ces désordres leur seront signalés par le maître de l'ouvrage au moyen de fiches qu'il devra diffuser aux entreprises après avoir établi les causes du désordre. Le titulaire devra informer le maître de l'ouvrage de la constatation de la réparation en retournant la même fiche dûment complétée par les entreprises concernées et lui-même ;
- le titulaire effectue toutes "visites de contrôle d'achèvement" au cours de laquelle :
 - il s'assure que les désordres ou dysfonctionnements relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles ;
 - il accepte ou refuse les travaux ou reprises effectués depuis sa précédente visite.
- 2 mois au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le titulaire organise une "visite de fin de délai d'achèvement".

Au cours de cette visite, qui réunit le titulaire et le maître de l'ouvrage, le titulaire effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés sur ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le titulaire. Il le notifie aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum de 15 jours. Si à l'issue du délai précité, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire le convoque en vue d'une constatation de non achèvement des ouvrages.

La constatation de non achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et signé par lui et l'entrepreneur, si ce dernier refuse de signer il en est fait mention.

La procédure de constatation de non achèvement doit être organisée par le titulaire au plus tard 15 jours avant la fin du délai de garantie.

8-2.3. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Il appartient au titulaire de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, en application de l'article 40 alinéa 1 à 3 du CCAG – Travaux.

Le titulaire remet, après vérification, les documents ci-dessus au maître de l'ouvrage, ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages.

Pour faciliter les recherches de documents, ceux-ci seront regroupés dans trois "sous-dossiers DOE":

- Technique : classement par lot
- Sécurité
- Utilisation, Exploitation et Maintenance.

Un bordereau récapitulant toutes les pièces du dossier est établi par le titulaire.

A – Sous dossier "TECHNIQUE"

- Documents écrits :
 - × notices descriptives, de fonctionnement et d'entretien des diverses installations ;
 - × les Procès Verbaux (PV) des divers certificats de garantie des appareils et matériels ;
 - × les divers certificats d'essais des appareils et matériels ;
 - × les PV de classement ou label des différents matériaux ;
 - × les PV des essais in situ des installations ;
 - × les garanties des constructeurs et fournisseurs ;
 - × l'inventaire des matériels installés.
- Plans ou schémas :
 - × plan de masse (échelle 1/100^e) ;
 - × plans architecte mis à jour des niveaux traités, façades, coupes, etc. (échelle 1/50^e) ;
 - × schémas et plans des installations techniques ;
 - × plans de détail et coupes au 1/50^e ;
 - × vues "en éclatées" si nécessaire pour les assemblages complexes ;
 - × planche photos (prises aux étapes importantes du chantier).

B – Sous dossier "SECURITE"

- Sécurité contre les risques d'incendie et de panique ;
- Sécurité et protection de la santé de travailleurs intervenant ultérieurement sur l'ouvrage :

Cette partie est constituée des éléments complémentaires nécessaires au coordonnateur SPS pour constituer le dossier obligatoire d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Elle est établie selon ses instructions.

C – Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM) – guide de maintenance

Ce dossier est destiné aux utilisateurs et au gestionnaire de l'ouvrage pour leur transmettre la connaissance de son fonctionnement et de ses conditions d'exploitation-maintenance. Il sera constitué comme un outil pratique, indépendant et à usage quotidien. Il sera principalement établi à partir des documents du DOE.

La présentation proposée devra faciliter son appropriation et sa mise à jour permanente par le gestionnaire. Elle pourra s'inspirer du cadre suivant :

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET COORDONNEES

- 1.1. L'établissement
- 1.2. Les acteurs de la construction
- 1.3. Les mainteneurs, exploitants et fournisseurs

2. OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

- 2.1. Documents disponibles dans le DOE
- 2.2. Nomenclature des équipements
- 2.3. Plans de repérage
- 2.4. Notices et schémas de fonctionnement des installations

3. UTILISATION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE

- 3.1. Conditions d'utilisation
- 3.2. Organisation de l'exploitation – maintenance
- 3.3. Contrats d'exploitation et de maintenance
- 3.4. Entretien des autres constituants principaux

4. SECURITE – SANTE

- 4.1. Sécurité et protection de la santé des utilisateurs
- 4.2. Sécurité contre les risques d'incendie et de panique
- 4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs intervenant sur l'ouvrage (cf. DIUO)

5. SUIVI DES OPERATIONS ET DES COUTS